

Enfants soldats dans la guerre de vérité de l'Union Européenne

25.11.2022

De

- [Johannes Mosmann](#)

La Commission européenne s'immisce dans les écoles pour rendre la future génération "résistante" aux prétendues "contre-vérités". Grâce à une "vaccination psychologique", les cerveaux doivent devenir résistants aux tentatives de persuasion indésirables. Johannes Mosmann décrit la stratégie de la "vaccination psychologique" et analyse, à l'aide d'une épreuve d'examen tirée des lignes directrices de l'UE pour les enseignants, la "compétence médiatique" pervertie qui est ainsi transmise.

trad. v.01-10/12/2022 - F. Germani - [original allemand](#)

L'objectif est similaire à celui de la guerre de Corée, lorsque l'armée voulait rendre les soldats américains, qui pourraient par exemple être faits prisonniers, plus résistants à l'influence de l'adversaire. L'UE veut contrer les "attaques" psychologiques de l'Est sur les "attitudes" de ses citoyens, en commençant par les plus jeunes.

Le 5 juillet 2022, le Parlement européen a approuvé le "Digital Service Act". J'ai déjà évoqué dans [une précédente contribution](#) les conséquences pour les possibilités de formation et d'expression libres des opinions. La plupart des mesures adoptées dans le cadre de cette loi s'appliquent à tout type de "fausse déclaration", qu'elle soit intentionnelle ou non, et qu'elle soit légale ou illégale.

Toutefois, si l'on entend par "désinformation" la diffusion intentionnelle de mensonges par une puissance étrangère, l'OTAN, la Bundeswehr et les services secrets ont des [compétences propres qui dépassent le cadre de cette loi](#). En fait, c'est sur cette base que l'OTAN, la Bundeswehr et les services secrets participent déjà depuis 2015 à la "lutte" contre les "fake news". [A Helsinki, l'OTAN et la Commission européenne gèrent](#) ensemble un centre contre les menaces hybrides, qui doit contrer les attaques de propagande étrangère.

La base de données de la "East StratCom Task Force" permet de savoir quelles opinions populaires les guerriers de la vérité veulent actuellement voir comme l'œuvre de Poutine. En octobre, ce service commun de l'UE, du SEAE et de l'OTAN a répertorié 5.755 "désinformations" ciblées sur le seul conflit ukrainien, et plusieurs milliers d'autres sur d'autres thèmes comme la Corona ou le changement climatique. Selon ce rapport, la Russie diffuse entre autres les "fausses allégations" suivantes afin de déstabiliser les démocraties occidentales :

« [L'extension de l'OTAN](#) à l'est représente une menace sérieuse pour la Russie »

« [L'Occident provoque](#) la Russie »

« [L'OTAN est](#) agressive »

« [L'Occident a un intérêt](#) profond à contenir la Russie »

« [L'OTAN utilise](#) l'Ukraine pour combattre la Russie »

« [Les sanctions occidentales](#) provoquent des crises alimentaires et des hausses de prix »

« [Les sanctions occidentales](#) sont la cause de l'inflation »

« [Les sanctions de l'UE](#) font plus de mal à l'Europe qu'à la Russie »

« [Les États-Unis profitent](#) du sabotage de Nordstream »

« [Les nationalistes Azov](#) sont prêts à prendre des positions de tir dans des immeubles d'habitation »

« [Les États-Unis et l'Europe](#) soutiennent les islamistes en Syrie »

« [La méthode de l'UE](#) pour lutter contre la pandémie tourne au fiasco »

« [Les vaccins Corona](#) sont expérimentaux »

« [Les vaccins](#) ne sont pas efficaces contre les nouvelles souches virales »

« [La pandémie](#) a donné à Bill Gates, à Big Pharma et à Big Tech un contrôle accru sur la population ».

« [Nous sommes à la veille d'années](#) où l'on tentera de nous contrôler de toutes les manières possibles et où l'on justifiera tout par notre bien-être, par notre santé ».

« [Les pays occidentaux](#) imposent la censure et réduisent au silence les dissidents ».

Notez bien : quiconque exprime de telles opinions ou des opinions similaires ne se rend donc pas seulement coupable de "fausses affirmations" par inadvertance, mais participe à une attaque militaire sur notre territoire. Selon cette logique, le front entre l'OTAN et la Russie passe au milieu de l'Europe et ne s'est guère déplacé depuis le début de la pandémie. Les détracteurs de la politique de Corona sont généralement favorables aux négociations avec la Russie, tandis que les partisans des mesures sont généralement aussi favorables aux livraisons d'armes.

Toutefois, beaucoup passent désormais dans le camp "ennemi". Bien que le gouvernement fédéral et la Commission européenne [se donnent du mal](#) pour [associer l'activisme pour la paix à l'extrémisme de droite](#), 77% des Allemands demandent désormais, [selon les sondages Forsa](#), de mettre fin à la guerre par la voie diplomatique - et une majorité est même favorable à des cessions de territoires à la Russie.

Manifestement, le seul fait de "démasquer" après coup, de réprimer et de [censurer](#) les "fake news" ne suffit pas à assurer au gouvernement le soutien de la société à sa politique. C'est pourquoi la Commission européenne et le gouvernement fédéral veulent désormais agir de manière "préventive" et "sensibiliser" les enfants à la "désinformation et aux tactiques utilisées par les acteurs malveillants".

Des concepts pour l'acquisition d'une "compétence médiatique" ainsi comprise doivent être ancrés dans les écoles primaires et secondaires de tous les États membres. [En février 2022](#), la "commission spéciale sur l'influence étrangère dans tous les processus démocratiques de l'Union européenne" du Parlement européen a présenté un "projet de résolution" en séance plénière. Dans ce document, "considérant que la prévention et les mesures proactives, y compris le prebunking, sont bien plus efficaces que la vérification ultérieure des faits et la réfutation des allégations, qui ont une portée inférieure à la désinformation initiale", il demande à tous les États membres d'inclure "l'éducation aux médias et la culture numérique" dans leurs programmes d'enseignement, "de la petite enfance à l'éducation des adultes".

Le 09 mars 2022, [le Parlement européen a approuvé](#) le projet et a salué le mandat correspondant du "groupe d'experts sur la lutte contre la désinformation et la promotion de la culture numérique par l'éducation et la formation", qui "se concentrera, entre autres, sur la pensée critique, la formation des enseignants, le prebunking, le démenti et la vérification des faits, ainsi que l'engagement des élèves".

Peindre le diable sur la muraille

"Prebunking" est un terme technique de la recherche sur l'inoculation et peut être compris comme l'opposé du "debunking". Le "fact-checking" classique pratique le "debunking", c'est-à-dire qu'il démasque les affirmations comme "fausses" après qu'elles ont été faites. Le "prebunking", en revanche, vise à préparer l'attitude psychique du destinataire de telle sorte qu'il considère déjà l'affirmation en question comme fausse avant d'entrer en contact avec elle.

Cela peut par exemple se produire lorsque des élèves produisent eux-mêmes des fake news dans un environnement virtuel et se mettent ainsi apparemment à la place d'"acteurs malveillants". S'ils rencontrent ensuite dans la vie quotidienne une nouvelle qui semble reposer sur la même stratégie de communication, ils en rejettent d'emblée le contenu.

Les jeux éducatifs "Fake it to Make it" ou "Get Bad News", que l'East StratCom Task Force recommande d'utiliser dans les écoles, suivent [cette compréhension du "prebunking"](#). Dans "Fake it to Make it", les élèves doivent générer en permanence de nouveaux bénéfices en diffusant de fausses nouvelles bouleversantes, sous une pression croissante des coûts. "Get Bad News", quant à lui, exige de s'attaquer à des informations "sérieuses" en falsifiant des profils, en diffusant des théories du complot ou en critiquant des gouvernements.

Les développeurs de jeux ne font pas mystère de leurs objectifs politiques. Amanda Warner, développeuse de "Fake it to Make it", explique ainsi sa motivation [dans une interview](#) : "J'ai été très secouée après les élections présidentielles américaines Je ne pense certes pas que les fake news aient nécessairement conduit à la victoire de Trump, mais elles ne l'ont certainement pas empêché. J'ai donc décidé de faire quelque chose et j'ai commencé à créer un jeu sur les fake news".

[Le centre fédéral pour l'éducation politique](#) a traduit le jeu en allemand et a mis à disposition du matériel pour l'utiliser en classe.

"Get Bad News" a été développé par l'organisation médiatique néerlandaise quelque peu opaque DROG. Son chef Ruurd Oosterwoud, qui entraîne aussi des généraux de l'OTAN, a rédigé [sa thèse de maîtrise](#) sur la désinformation en Russie. Cela lui a d'abord valu un poste au ministère néerlandais des Affaires étrangères. Mais là, il a assisté, stupéfait, au vote d'une majorité de ses compatriotes contre l'accord d'association avec l'Ukraine. Oosterwoud a attribué cela à la propagande russe - et a imaginé "Get Bad News". "Si nous reconnaissons les fake news comme des spams, Russia Today a perdu".

L'organisation Wissenschaft im Dialog, soutenue par le ministère fédéral de l'éducation, fournit une version édulcorée pour les moins de 15 ans, et le ministère britannique des affaires étrangères finance des traductions en 12 langues.

Un scénario de menace gonflé

La "malveillance" simulée dans les jeux existe bel et bien dans le monde réel. Nous connaissons tous les agitations motivées par l'appât du gain sur YouTube, Facebook ou Twitter. Il est aussi vrai que l'indignation contre les gouvernements ou les entreprises devient souvent une fin en soi. Et oui, le Kremlin encourage les points de vue qui lui semblent favorables. On l'a bien vu avec les agitations de la chaîne d'information russe Russia Today pendant la crise de Corona.

Alors que le gouvernement russe imposait des mesures Corona strictes dans son propre pays, il incitait en même temps les critiques des mesures à l'Ouest à résister. Premièrement, cela ne réfute pas les arguments des détracteurs des mesures. Deuxièmement, la "désinformation" russe n'est en fait qu'un communiqué des médias pro-russes,

soutenu par une armée de trolls de Saint-Pétersbourg.

L'Institut d'études de sécurité de l'université Johns Hopkins a étudié leurs méthodes dès 2020, et le politologue en chef Thomas Rid a résumé les résultats comme suit : "Le comportement que nous voyons de cette entreprise de Saint-Pétersbourg est largement non professionnel et bâclé, tant dans la dissimulation que dans l'exécution elle-même. Non seulement les médias, mais aussi les experts, les autorités et les politiques ont, à mon avis, exagéré et systématiquement surestimé l'influence de l'Internet Research Agency - précisément parce que ces opérations étaient si faciles à détecter".

L'expert en sécurité donne ainsi [raison à l'Irlandaise Clare Daly](#), qui siège au Parlement européen pour la gauche et qui s'est opposée, malheureusement sans succès, au *projet de résolution* susmentionné :

"L'enquête a été utilisée pour gonfler les menaces d'ingérence russe et chinoise, pour ignorer les causes matérielles de la crise de légitimité politique en Europe, pour stigmatiser les opinions divergentes de la politique étrangère officielle de l'UE et pour créer des raisons sécuritaires de restreindre la liberté d'expression et d'autres droits fondamentaux. Le rapport qui en résulte manque tellement d'équilibre et d'objectivité qu'il constitue lui-même de la désinformation. La prévalence de l'"expertise" recueillie par les groupes de réflexion atlantistes et de l'OTAN, au service d'intérêts qui tirent profit des conflits, doit elle-même être considérée comme une forme d'influence étrangère. L'orientation politique que ce rapport s'engage à suivre porte un préjudice grave et durable au caractère démocratique des sociétés européennes. La postérité regrettera ce document".

La Russie n'a ni les compétences, ni les moyens techniques de mener réellement une "guerre de l'information" telle que l'OTAN l'imagine. L'Occident, en revanche, l'est. L'étude psychologique et la manipulation des impulsions nationales, la promotion systématique d'opposants dans tous les pays, la formation et le financement d'organisations terroristes, la coopération avec les "Big Five" de l'industrie numérique, le contrôle total de l'infrastructure numérique de formation de l'opinion, la manipulation des algorithmes de recherche et la "démonétisation" des maisons d'édition indésirables ainsi que, désormais, l'"inoculation" de la génération à venir au nom de la "liberté" - la Russie ne peut que rêver de telles "armes".

Un pare-feu pour le cerveau

Toutes les théories du complot ne sont pas aberrantes, toutes les critiques du gouvernement ou des entreprises ne sont pas une fin en soi et toutes les agitations publiques ne sont pas motivées par des raisons économiques. Et plus important encore : la chasse aux gros titres excitants, l'émotionnalisation et la polarisation du discours, la pression économique, l'influçabilité politique et le penchant pour les théories du complot ne sont pas des caractéristiques uniques des médias critiques envers le régime ou favorables à la Russie.

Or, c'est précisément ce préjugé qui est inculqué aux élèves par de tels jeux éducatifs. En particulier lorsque "Get Bad News" émet des critiques à l'encontre du génie génétique ou de l'OMS, les pédagogues attentifs devraient sentir le coup venir. L'effet d'apprentissage consiste finalement à ce que les adolescents personnifient les courants

sociaux et soupçonnent un complot d'"acteurs malveillants" derrière des opinions contraires à celles de la Commission européenne.

Le développement de "Get Bad News" a été supervisé scientifiquement par Sander van der Linden du "Social Decision Making Lab" de Cambridge. Ce chercheur renommé est considéré comme le plus important représentant de la théorie de l'inoculation. Dans l'étude accompagnant un test de prebunking réalisé en coopération avec Youtube, Van der Linden [explique](#) le mécanisme d'action ainsi :

"La théorie de l'inoculation suit une analogie avec l'immunisation médicale et part du principe qu'il est possible de développer une résistance psychologique aux tentatives de persuasion indésirables, tout comme les vaccins médicaux développent une résistance physiologique aux agents pathogènes. Les traitements psychologiques de vaccination contiennent deux éléments clés :

1. un avertissement préalable, qui crée un sentiment de menace d'une attaque imminente contre sa propre attitude, et

2. une (micro)dose atténuée de désinformation, qui contient une réfutation préventive ou une condamnation préalable des arguments ou techniques de persuasion trompeurs attendus".

On prédispose donc non seulement une "réaction vaccinale" à des modèles de comportement "malveillants", mais aussi et surtout à certains contenus dans le cerveau des élèves."

Le fait que la "commission spéciale sur l'influence de l'étranger sur tous les processus démocratiques dans l'Union européenne" ait recommandé au Parlement européen d'utiliser le "prebunking" n'est pas un hasard. Sander van der Linden est en effet, avec Jon Roozenbeek, le co-auteur d'[une étude de l'OTAN à ce sujet](#), qu'il a présentée à la commission spéciale le 15 novembre 2021.

Après que le Parlement européen a adopté le projet correspondant de la commission spéciale en mars et a chargé le "groupe d'experts" sur l'éducation aux médias de se "concentrer" sur l'inoculation aux élèves, celui-ci a présenté

un premier résultat de son travail : Les "[Lignes directrices pour les enseignants](#) et les professionnels de l'éducation sur la lutte contre la désinformation et la promotion de la culture numérique par l'éducation et la formation".

Dans leur rapport final, les "experts" en pédagogie des médias expliquent de manière lapidaire : "Roozenbeek & van der Linden (2021) avaient identifié dans un document de recherche récent des approches importantes pour lutter contre la désinformation, dont le prebunking et le debunking". Ils précisent ensuite dans les notes de bas de page :

"Les auteurs font aussi référence au concept de l'approche souvent citée de la vaccination. Cette approche 'mieux vaut prévenir que guérir', étroitement liée au prebunking, est basée sur ce que l'on appelle la 'théorie de la vaccination' et se réfère au potentiel de développer une sorte de 'vaccin' ou 'anticorps' psychologique contre les fausses informations, qui prépare les individus à la désinformation future. Les jeux, les vidéos et les infographies en sont des exemples".

En conséquence, le groupe d'experts recommande l'utilisation de "GoViral" dans les salles de classe, un autre jeu informatique codéveloppé par Van der Linden au "Social Decision Making Lab" de Cambridge pour créer une "immunité" mentale.

Supprimer les inhibitions de charge

La théorie de l'inoculation trouve ses racines dans la guerre de Corée. Edward Hunter, journaliste et agent de la CIA, [a lancé des articles de presse](#) sur la [rééducation du peuple coréen par la Chine](#). La question de savoir s'il a également inventé l'expression "lavage de cerveau" dans ce contexte, comme il l'a fait valoir tout au long de sa vie, est controversée, car le mot apparaissait aussi à la même époque dans les dossiers du projet MKULTRA. Les rapports de Hunter sur la Corée se sont révélés être des faux, mais ils n'ont pas manqué d'avoir un impact.

[En mars 1958, Hunter a témoigné](#) devant le "Comité des activités anti-américaines" de la Chambre des représentants. Il affirma que le véritable théâtre des opérations n'était pas le champ de bataille, mais l'opinion publique. La Russie a déclaré une "guerre totale" aux États-Unis et prévoit de conquérir entièrement les États-Unis en infiltrant le cerveau des Américains. Le Kremlin aurait déjà réussi à "adoucir" les dirigeants américains et à les amener à croire à tort à la possibilité d'une coexistence pacifique :

"En Corée, nous disposions d'armes nucléaires, mais nous avons perdu la guerre et n'avons pas été en mesure de les utiliser en raison du climat politique et psychologique créé par les communistes".

Selon lui, le gouvernement américain devait comprendre la réticence à utiliser la bombe atomique comme un

problème médical et développer des méthodes adéquates pour rendre les cerveaux plus résistants à l'avenir aux "attaques" psychologiques des "rouges".

A cette époque, les tentatives de lavage de cerveau du gouvernement américain avec des projets comme "Artichaut", "Bluebird" ou [MKULTRA](#), dans lesquels la CIA collaborait avec d'anciens médecins de camps de concentration, avaient depuis longtemps pris des formes bizarres. Mais grâce aux rapports de Hunter, il est désormais possible de réfléchir à haute voix et surtout dans un contexte académique au "Mind Control".

Pour illustrer le problème fondamental, l'agent de la CIA a décrit plusieurs cas dans lesquels des soldats américains capturés ont fait preuve de compréhension envers l'ennemi après leur libération et se sont montrés critiques envers les États-Unis. Certains ont même souhaité rester en Corée.

William J. McGuire, de la faculté de psychologie sociale de Yale, auquel Roozenbeek & van der Linden se réfèrent dans leur étude sur l'OTAN, [a étudié ces cas](#) et tenté de résoudre le problème. Il s'est appuyé sur les travaux de Carl Hovland, qui avait déjà découvert auparavant le "sleeper effect" dans le même institut. Selon ce dernier, les gens ont tendance à penser qu'une nouvelle est vraie lorsque celle-ci est réactivée dans leur conscience après neuf semaines - indépendamment du fait qu'elle soit effectivement vraie. Le souvenir de la crédibilité de la source se perd avec le temps, mais le message lui-même survit dans le subconscient et peut donc devenir une conviction ferme par simple répétition.

William J. McGuire a d'abord développé la méthode de la "persuasion", puis a prouvé que l'inverse était également possible : grâce à des techniques psychologiques appropriées, l'attitude intérieure peut être conservée et "protégée" durablement contre les "attaques" de ceux qui ne pensent pas comme lui.

Pour cela, il est nécessaire d'anticiper la confrontation avec un argument éventuellement convaincant de l'adversaire en le "vaccinant" avec un argument plus faible. L'organisme à protéger apprend ainsi à se mettre en mode de défense avant de pouvoir réfléchir à l'argument plus dangereux pour lui. Lors du premier contact, l'argument de l'adversaire active alors immédiatement l'attitude de rejet déjà prédisposée.

Pour y parvenir, il faut s'exercer dans un "cadre protégé" avec des fausses informations "atténuées". Il peut s'agir de l'école, mais aussi d'un espace de débat public modéré en conséquence.

L'idéal est de connaître l'argumentation attendue de l'adversaire et, avant qu'il ne puisse l'exprimer, de la rendre soi-même publique sous une forme "atténuée". Si l'adversaire veut alors se faire comprendre, cela reste stérile, car son explication active le système immunitaire psychologique de la population, préalablement préparé.

Roozenbeek & van der Linden expliquent la suite de l'histoire de la théorie ainsi :

"Bien que le paradigme initial se soit avéré hautement répliquable, il n'a longtemps pas été testé dans le contexte qui a inspiré McGuire pour son idée : le lavage de cerveau et la propagande. Cela a commencé à changer en 2017, lorsque des chercheurs ont commencé à appliquer la théorie de la vaccination dans le

contexte moderne de la désinformation en ligne. Van der Linden et al, par exemple, ont étudié s'il était possible de vacciner les gens contre la désinformation sur le changement climatique".

Inoculation Theory and Misinformation, S. 8, NATO Strategic Communications Centre 2021

Puis vint [Corona](#), maintenant la [guerre d'Ukraine](#) - et donc la grande heure de la "vaccination psychologique".

La nouvelle pédagogie des médias dans la pratique

Les [lignes directrices de l'UE pour les enseignants](#) se présentent de manière sympathique, parsemées de jolis graphiques et d'explications compréhensives de situations d'enseignement. Les notions centrales de cette "pédagogie médiatique" sont expliquées au début, dont le "prebunking". Celui-ci serait la "réfutation d'un argument convaincant avant que l'argument ne soit diffusé". Néanmoins, les auteurs soulignent que les initiatives basées sur la théorie de l'inoculation sont certes "prometteuses", mais ne constituent pas encore une panacée.

En conséquence, le document comprend un large éventail d'"outils" pédagogiques, dont beaucoup semblent à première vue tout à fait pertinents. Par exemple, les pédagogues sont appelés à être sensibles au fait que les élèves sont peut-être déjà infectés par la désinformation. Ces derniers ne devraient pas être offensés, mais devraient avoir le sentiment de pouvoir exprimer librement leur opinion. La recommandation finale sur la manière dont les "compétences médiatiques" acquises devraient ensuite être évaluées ne laisse toutefois aucun doute sur les intentions de cette "pédagogie". Un exemple d'exercice d'examen est cité :

"Vrai ou faux ? Soulignez "vrai" ou "faux" après les gros titres suivants.

a. Le gouvernement manipule la perception du public sur le génie génétique afin d'augmenter l'acceptation de telles techniques. (vrai ou faux)

b. L'attitude envers l'UE est largement positive, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe. (vrai ou faux)

c. Certains vaccins contiennent des produits chimiques et des toxines dangereux. (vrai ou faux)

Veillez justifier vos réponses à la question 1 - Pourquoi pensez-vous que les gros titres sont vrais ou faux ? Comment pouvez-vous déterminer si les gros titres sont vrais ou trompeurs ?

Remarque : les titres a et c sont de faux titres et b est un vrai titre. Les exemples a et c sont des exemples de théories du complot. L'exemple 1c est une manipulation émotionnelle. Demandez à une personne compétente ou, pour les informations, effectuez une vérification des faits dans d'autres sources crédibles afin de déterminer ce qui est exact".

Cette question d'examen est trompeuse à plusieurs égards et ne permet en outre pas une seule réponse correcte.

Tout d'abord, la notion de "compétence" exige obligatoirement un critère à l'aune duquel elle peut être mesurée. En l'occurrence, il s'agit de la "vérité" ou de la "non-vérité" d'une déclaration. Or, ce critère est implicitement présupposé et ne fait l'objet d'aucune réflexion. Quelle instance porte ici le jugement selon lequel a et c ne sont pas vrais, tandis que b est vrai ? Apparemment, ni les élèves à examiner, ni leurs enseignants.

La vérité n'est cependant fondamentalement possible que dans le cadre de la référence actuelle du sujet jugeant à son objet de connaissance. Elle n'"existe" pas en soi et pour soi. Certes, le document recommande de s'orienter vers des "sources crédibles" pour remplacer l'acte de connaissance individuel et l'expérience d'évidence empêchée. Cette indication est toutefois une tautologie. En effet, une source "crédible" est une source dont l'affirmation est vraie.

Les pédagogues et les élèves tournent donc en rond. Au lieu d'un jugement de connaissance, on fait appel à un préjugé sur une "vérité", dont dépend à son tour la "crédibilité" de la source. C'est une éducation à l'immaturation et à l'incompétence médiatique.

Dans ce contexte, les nombreux bons conseils que le document donne aux pédagogues se transforment en instruments de manipulation. Par exemple, il est judicieusement recommandé de sensibiliser les élèves à la manière dont les fake news déclenchent nos émotions.

Mais ce ne sont pas seulement les nouvelles classées comme "fake" par l'UE qui le font, mais toutes les nouvelles, et en particulier aussi les médias de masse ou les "autorités" déclarées ici comme fondamentalement "crédibles". Lorsque la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock affirme que la livraison d'armes lourdes à l'Ukraine "défend notre liberté", cela n'a pas plus ou moins de rapport avec la réalité que lorsque Poutine qualifie l'attaque contre l'Ukraine d'"opération spéciale".

Les deux formulations ne sont pas des rapports de faits, mais des langages visuels symboliques ayant pour but de créer des ambiances correspondantes. D'un point de vue qualitatif, il n'y a aucune différence si les élèves découvrent le fonctionnement de la propagande à travers l'exemple du discours d'un homme politique russe ou d'un homme politique occidental. Ce qui compte, c'est qu'ils comprennent comment elle fonctionne. Mais au lieu de cela, les élèves doivent apparemment être éduqués au préjugé selon lequel un camp dit toujours la vérité, tandis que l'autre ment toujours.

Pour ce faire, les lignes directrices leur demandent d'"identifier les sources crédibles". L'enseignant doit même inviter des représentants des organisations de vérification des faits en classe et assister avec la classe à la "Journée internationale du fact-checking".

Les informations ne sont pas des faits

Une véritable éducation aux médias partirait de la prémisse opposée : Aucune source n'est en principe "crédible", aucune déclaration n'est en principe "vraie". L'utilisateur d'Internet n'a jamais directement affaire à des faits, mais toujours à des rapports d'autres personnes, et doit donc toujours chercher à comprendre l'attitude de la personne qui rapporte les faits, ce qu'elle vise éventuellement, quels sentiments elle suscite chez le lecteur, etc.

Le minimum absolu en matière de compétence médiatique consiste à comprendre que dans l'espace numérique, nous n'avons jamais et nulle part affaire à la réalité, mais toujours à des images de celle-ci, qui sont bien entendu empreintes de subjectivité. L'élève doit apprendre à juger lui-même, au cas par cas, de la véracité d'une déclaration ou de la crédibilité d'une source.

Apprendre aux élèves à s'orienter vers des "sources crédibles" ou même vers des vérifications de faits n'aide pas à acquérir une compétence médiatique. En revanche, un bon cours d'allemand, qui sensibilise par exemple à la force des images de la langue, le fait. J'ai moi-même eu l'occasion de voir mon professeur nous faire lire un texte sur la "liberté" qui nous a enthousiasmés. Il nous a ensuite révélé que l'auteur s'appelait Adolf Hitler. Nous étions choqués de ne pas l'avoir remarqué. C'est ainsi que nous avons commencé à discuter de ce que le mot "liberté" avait provoqué en nous, au-delà de la référence aux faits. Nous avons compris qu'il fallait toujours prendre en compte le niveau psychologique du langage, le contexte historique et les intentions éventuelles de la "source". Cela a été extrêmement efficace.

Pour coller à l'actualité, on pourrait peut-être soumettre à la discussion des élèves d'aujourd'hui la déclaration suivante d'une autre personnalité historique : "On commence à comprendre de plus en plus, non seulement en Allemagne, mais dans le monde entier, que la liberté de l'esprit et la liberté d'opinion doivent trouver des limites là où elles commencent à se heurter aux droits et aux obligations du peuple et du corps de l'État".

Depuis cette leçon impressionnante, je ne fais jamais attention à chaque nouvelle, quelle qu'en soit la source, uniquement à la signification abstraite des mots, mais toujours aussi à la "mise en image", c'est-à-dire par exemple à la manière dont quelque chose est dit, ou à ce qui n'est pas dit du tout, mais aussi à ce que l'auteur révèle involontairement sur sa vision du monde, etc.

Mais même dans les photos ou les vidéos, je ne vois jamais seulement des "preuves" de faits supposés, mais toujours des "images" au sens psychologique du terme. La photo du corps d'Alan Kurdi, âgé de deux ans, qui s'est échoué sur la côte méditerranéenne turque en 2015, documentait d'une part un événement. Mais en tant que simple document, elle n'aurait eu aucun effet. Sa force politique explosive résidait dans son langage visuel particulier, qui fonctionnait comme un symbole simple pour des contextes complexes.

Les "vérités" associées à l'image ont ému l'opinion publique et la politique, mais n'ont en fait pas été documentées par la photo. Je ne veux pas dire par là que je nie l'authenticité de la photo, ni que je n'étais pas d'accord avec le message émotionnel de l'image, mais seulement que je distingue le niveau du document et celui de l'image.

De la même manière, pour les photos de cadavres de Boutcha, je fais une distinction nette entre ce qu'elles documentent éventuellement et ce qu'elles "disent" et font bouger socialement, et il en va de même pour toute autre photo. En règle générale, les photos ou les vidéos utilisées dans les médias ne documentent pas, ou pas exactement, ce qu'elles disent en tant qu'images. Un enseignement artistique digne de ce nom pourrait à nouveau fournir aux élèves une base sûre pour une utilisation compétente des médias.

La vérité hors contexte ?

Les trois affirmations de la question d'examen susmentionnée sont logiquement correctes et donc en principe possibles. Il est impossible de décider si elles sont "vraies" ou "fausses" sans se référer aux événements concrets.

Par exemple, l'affirmation a : "Le gouvernement manipule la perception du public sur le génie génétique afin d'augmenter l'acceptation de telles techniques". Conformément à la ligne directrice, les élèves doivent la reconnaître comme un faux et en outre comme un exemple de théorie du complot. Mais qu'entend-on concrètement par "génie génétique" ? S'il s'agit de génie génétique rouge, la déclaration pourrait être placée dans un contexte concret à l'aide d'un rapport sur la campagne du gouvernement fédéral pour les vaccins à ARNm. Cette campagne a-t-elle été manipulée, et si oui, dans quelle mesure ? S'il s'agit en revanche de génie génétique vert, l'affirmation pourrait être concrétisée par exemple à l'aide d'[un rapport du Frankfurter Rundschau](#) du 03.07.2012 de la manière suivante :

"Il y a cinq ans, lorsque le gouvernement français s'est prononcé contre les plantes génétiquement modifiées, des documents de l'ambassade américaine à Paris ont même parlé de 'représailles'. Depuis plus de dix ans, le département d'Etat américain tente, preuves à l'appui, d'aider les semences génétiquement modifiées à percer dans le monde entier. Car aux États-Unis, le génie génétique vert a terminé sa marche triomphale, une nouvelle croissance doit désormais venir de l'étranger. Les ambassades américaines du monde entier sont devenues la colonne vertébrale organisationnelle de cette mission. Elles sont en contact avec des scientifiques, des ecclésiastiques catholiques, des géants de la semence, des organisations d'aide au développement, des hommes politiques. Après avoir lu les dépêches, on peut affirmer sans crainte que

le gouvernement américain est la principale organisation de lobbying du génie génétique".

Le rapport s'appuie sur des dépêches du département d'État américain qui ont été transmises à Wikileaks.

Dans ce contexte, contrairement à ce qu'affirme la ligne directrice de l'UE pour les enseignants, l'affirmation a est très probablement vraie. En tout cas, l'exemple concret permet à l'élève d'examiner de manière critique la vérité de l'affirmation et également la crédibilité des sources. L'instance qui décide des deux est alors l'élève lui-même. Ce serait là encore une éducation à une véritable compétence médiatique.

En outre, les élèves seraient aussi sensibilisés au fait que ces faits ne peuvent être vérifiés que grâce à Wikileaks. Sans Julian Assange, qui le paie de sa liberté, les élèves auraient en effet du mal à réfuter l'affirmation erronée de leurs professeurs selon laquelle la déclaration a est une théorie du complot.

Dans un autre contexte, cette même affirmation peut tout de même être fausse. Mais le contexte, dont dépendent la vérité et la fausseté de chaque affirmation, ne semble pas être le sujet de l'exercice. Au contraire, les élèves sont invités à considérer comme fausse l'idée abstraite selon laquelle le gouvernement manipule l'opinion publique, sans pouvoir établir ou même vérifier un éventuel lien avec les faits. Dans le cas contraire, ils obtiennent de mauvaises notes et risquent de perdre leur "réussite éducative". Ce procédé constitue à son tour une manipulation de la part du gouvernement, qui plus est particulièrement perfide.

Il en va de même pour la deuxième affirmation : "L'attitude envers l'UE est largement positive, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe". Conformément aux lignes directrices de l'UE, les élèves doivent considérer cette affirmation comme globalement correcte. Mais de quelle attitude envers quel aspect de l'Union européenne s'agit-il, qui a été interrogé, quand, où et avec quelle méthode ? La tentative de décider à ce niveau abstrait de la "vérité" ou de la "fausseté" est déjà l'expression d'une incompetence ou d'une intention manipulatrice.

Les élèves doivent ensuite rejeter la troisième affirmation comme une théorie du complot : "Certains vaccins sont contaminés par des produits chimiques et des toxines dangereux". Pourtant, le 03 janvier 2019, l'[Institut Fraunhofer a indiqué](#) qu'il avait réussi pour la première fois à produire des vaccins sans résidus de produits chimiques toxiques. Ces efforts de recherche et bien d'autres n'existeraient pas si c'était effectivement faux.

La dangerosité de telles substances toxiques est bien sûr une autre question très compliquée. Mais même s'il n'y avait pas de substances associées, il ne serait jamais correct de qualifier l'affirmation c de "fausse" pour la raison suivante : cette affirmation ne se suffit pas à elle-même, mais sert à son tour de symbole pour toute une série d'affirmations critiques possibles sur les vaccins. Tout comme la Commission européenne, les enseignants et les élèves savent qu'il est fait référence à la pandémie de Corona et au scepticisme de nombreuses personnes à l'égard des vaccins, et ils classent c en conséquence.

Mais le scepticisme vis-à-vis des vaccins repose en particulier sur des arguments tels que le fait que la technologie ARNm a été appliquée pour la première fois à l'humain avec les vaccins Corona, que les exigences minimales autrefois contraignantes pour l'autorisation ont été jetées aux orties, que les critiques ont été réduites au silence, que l'on s'est senti poussé à se faire vacciner ou que le risque personnel était disproportionné par rapport à la

protection attendue.

Seule une petite partie des sceptiques de la vaccination craignait réellement les additifs toxiques. Avec la déclaration sur les ingrédients toxiques dans les vaccins, on présente aux élèves l'argument le plus faible et peut-être aussi le moins sympathique contre les vaccins Corona. Ils peuvent plus facilement le trouver ridicule - et sont ainsi préparés à rejeter sans examen des arguments plus forts. C'est donc ici que la théorie de l'inoculation entre en jeu.

Les meilleures connaissances actuelles

Outre GoViral, une multitude d'autres "outils" visant à créer une "résilience" contre les contre-vérités sont actuellement testés pour une utilisation dans les écoles et font l'objet d'une [promotion via les canaux de l'UE](#). Le site web de la East StratCom Task Force offre aussi une bonne vue d'ensemble. Elle [explique](#) sa tâche colossale ainsi :

"Nettoyer le chaos de l'information est un défi énorme, mais nous sommes optimistes, car l'image devient chaque année un peu plus claire. Tout comme nous devons endiguer la propagation du COVID-19, il est important de ne pas attendre et de boire du thé jusqu'à ce que la vérité finale se fasse jour. Nous devons agir maintenant et nous appuyer sur les meilleures connaissances actuelles".

Certes, bon nombre des méthodes et programmes recommandés pour créer une "résilience" contre tout ce qui ne correspond pas aux "meilleures connaissances actuelles" de la Commission européenne semblent encore assez embryonnaires. Cependant, ils se développent à une vitesse fulgurante et arrivent déjà dans les écoles.

Le 29 septembre 2022, [les "Nachdenkseiten \(pages de réflexion\)" ont publié](#) un document interne du gouvernement fédéral, qui en a depuis confirmé l'authenticité. Ce document prouve que le gouvernement fédéral veut influencer les programmes scolaires en vue de former l'opinion sur la guerre en Ukraine et qu'il veut en outre utiliser des projets d'élèves tels que les "enfants reporters" pour renforcer la "compétence en matière de nouvelles et donc la résilience face à la désinformation des 6-14 ans".

Ce n'est qu'une question de temps avant que les autorités scolaires n'exigent de toutes les écoles - y compris les écoles "libres" - des concepts médiatiques pour la "résilience" des cerveaux des élèves. Le centre de recherche pédagogique de la Fédération des écoles libres Waldorf fait déjà des recherches sur l'utilisation d'un logiciel antithéorie du complot sous le titre de projet "Projet d'avenir pour le renforcement de la maturité médiatique avec l'application Buzzard". Les premières écoles Waldorf utilisent l'application en classe.

Au départ, l'approche semblait tout à fait prometteuse : les créateurs de Buzzard avaient en fait l'intention de traiter sur un pied d'égalité les médias mainstream et les journalistes indépendants, comme par exemple l'équipe de Nachdenkseiten, et de mettre ainsi au défi la libre capacité de jugement des élèves.

Après de vives [protestations des médias](#) contre cette égalité de traitement, l'entreprise a toutefois nommé un curatorium d'"experts", dont l'ancien rédacteur en chef de Bild am Sonntag, qui conseillent désormais sur le "choix des sources et les critères". [Buzzard écrit maintenant](#) à propos de la rédaction des Nachdenkseiten que celle-ci enfreint "régulièrement" les "normes journalistiques".

Le destin de ces tentatives bien intentionnées montre justement les forces auxquelles le système éducatif est exposé aujourd'hui. Au lieu de se proposer comme caisse de résonance pour les vibrations de la société, l'école doit permettre aux adolescents de s'y confronter en toute connaissance de cause - et donc protéger les élèves d'une politisation de la pédagogie. C'est là, et rien d'autre, la mission de l'école du point de vue médiatique, social et politique.

Si, en revanche, la génération à venir est préparée avec le "meilleur savoir actuel" du gouvernement, alors le savoir de demain ne sera pas meilleur qu'aujourd'hui. Demain sera alors défini par des personnes d'un autre âge et le passé sera conservé dans l'avenir. Les possibilités d'organisation dont disposeront nos enfants à l'âge adulte dépendent donc essentiellement du degré de résilience que leurs enseignants pourront développer face à l'influence politique actuelle.

La lecture vous a-t-elle plu ?

Alors faites nous un don d'autant qu'il vous est de valeur que nous puissions continuer à publier de tels textes. Astuce: Vous pouvez également indiquer le nom de l'auteur dans le but d'utilisation, si nous devrions faire un effort particulier pour des textes de cet auteur. [Ici vous pouvez aller au formulaire de dons](#)

Diffuser les articles



Cette oeuvre est sous [licence Creative Commons \(DE\)](#), et pourra être diffusée sans coût sous les conditions définies.

